

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.910/2/V
DU 28 AOÛT 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mer du Nord, le 30 juillet 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « portant diverses mesures pour la lutte contre la piraterie maritime, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', qu'en principe tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il conviendra dès lors de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable, avant le dépôt de l'avant-projet examiné devant les chambres législatives, conformément à l'article 19/3, 1^o, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

1. À l'article 3, 1^o, de l'avant-projet, il serait préférable de remplacer l'expression « ministre de la Mer du Nord » par « ministre qui a le transport maritime dans ses attributions », la mise en œuvre de cette disposition pouvant perdurer au-delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles.

2. L'article 3, 1^o, de l'avant-projet, dispose ce qui suit :

« [...] Si le contrat ne respecte pas les dispositions de la présente loi, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière ou du droit Belge, le Roi peut décider de retirer sans délai l'autorisation de l'entreprise de sécurité maritime ».

Contrairement à l'article 3, 2°, de l'avant-projet, relatif à l'octroi de l'autorisation en question, l'article 3, 1°, précité ne précise toutefois pas que la décision de retrait doit être prise par arrêté délibéré en Conseil des ministres. L'article 3, 1°, du projet, doit être complété sur ce point.

3. L'utilisation, à l'article 3, 1°, de l'avant-projet, des termes « sans délai », peut être interprétée comme permettant le retrait de l'autorisation sans que son titulaire soit préalablement entendu dans le respect des droits de la défense. Pareille interprétation ne serait pas admissible.

Article 5

Le Conseil d'État relève une discordance entre le texte de la disposition examinée et le commentaire qui en est donné dans l'exposé des motifs. Il appartient à l'auteur du projet d'y mettre fin.

Article 10

1. Contrairement au texte français de l'article 10 de l'avant-projet, le texte néerlandais de cette disposition n'exige pas que la dérogation relative au nombre maximum de personnes admises à bord du navire ne soit accordée par les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet qu'après avis conforme du ministre de l'Intérieur.

Cette discordance doit être corrigée.

2. Contrairement à ce qui est exposé dans le commentaire des articles, le texte en projet ne prévoit pas que les dérogations sont temporaires.

Il y a lieu de supprimer cette discordance.

Article 12

1. À l'article 13.18, alinéa 1^{er} de la loi du 10 avril 1990 'réglementant la sécurité privée et particulière', le Conseil d'État constate que le texte en projet comporte par rapport à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 4, § 1^{er}, de la même loi plusieurs différences, à savoir :

- dans le texte examiné figurent les mots « le cas échéant » ; le Conseil d'État s'interroge sur leur portée ;

- il n'est pas spécifié dans le texte examiné quel est le procureur du Roi compétent ; sans doute s'agit-il du procureur du Roi du lieu d'établissement de l'entreprise, comme dans les dispositions précitées ;

- il n'est pas fait référence à titre subsidiaire à la compétence du ministre de la Justice, ici aussi à la différence des articles 2 et 4 précités ; le Conseil d'État s'interroge sur la raison de cette omission.

2. L'alinéa 2 de l'article 13.18 en projet semble faire double emploi avec l'article 3, 2°, de l'avant-projet.

3. Aux termes de l'article 13.18, alinéa 3, en projet, les entreprises de sécurité maritime sont exclusivement soumises aux seules dispositions du chapitre III^{ter} que l'avant-projet examiné vise à insérer dans la loi du 10 avril 1990 précitée. Conformément à d'autres articles en projet, certaines dispositions relevant d'autres chapitres de la loi précitée leur sont toutefois également d'application. Certains de ces articles sont clairs quant aux dispositions applicables aux entreprises de sécurité maritime. C'est le cas des articles 13.20, § 1^{er}, 6°, et 13.34, qui énumèrent les dispositions qui leur sont applicables. D'autres articles par contre ne sont pas clairs quant aux dispositions dont elles visent à étendre l'application aux entreprises de sécurité maritime. C'est tout particulièrement le cas de l'article 13.24 en projet qui stipule entre autres que « [l']activité de surveillance et protection à bord de navires pour lutter contre la piraterie est exercée conformément aux dispositions contenues dans la présente loi [...] ». La section de législation s'interroge sur son articulation avec l'article 13.18, alinéa 3 en projet précité et invite l'auteur du projet à en préciser la portée exacte.

Article 14

1. Aux termes de l'article 13.20 en projet de la loi du 10 avril 1990 précitée, une entreprise de sécurité maritime doit notamment, pour être autorisée à exercer les missions visées à l'article 13.18 en projet de la même loi :

- soit avoir exercé légalement durant au moins deux ans des activités de surveillance, de protection et de sécurisation des navires en vue de la lutte contre la piraterie de manière armée (article 13.20, § 1^{er}, 3°, a), en projet) ;

- soit, selon la version française du texte, être autorisée à exercer des activités de gardiennage de manière armée depuis plus de trois ans et avoir conclu un protocole de collaboration opérationnelle avec une entreprise de sécurité maritime répondant à la condition définie au premier tiret (article 13.20, § 1^{er}, 3°, b), en projet) ;

- démontrer que les membres du personnel qui seront engagés pour l'exercice de cette activité ont exercé pendant au moins deux ans légalement des activités de manière

armée de surveillance et de protection à bord des navires et sont toujours autorisés à le faire selon la législation qui leur est applicable (article 13.20, § 1^{er}, 5°, a), en projet)

L'avant-projet examiné ayant pour objet d'autoriser des entreprises à exercer des activités de surveillance, de protection, et de sécurité à bord de navires de manière armée, mission que ne prévoit pas actuellement la loi du 10 avril 1990 précitée, il est singulier d'imposer aux entreprises de sécurité maritime nouvellement autorisées et aux membres de leur personnel une expérience de deux ans en la matière.

Pour ce qui concerne les membres du personnel, cette condition d'expérience semble, en outre, empêcher la formation de nouveaux agents.

2. Les deux versions linguistiques de l'article 13.20, § 1^{er}, 3°, b), doivent être mises en concordance.

3. Au paragraphe 1^{er}, 6°, en projet, il y a lieu de renvoyer de manière plus précise, notamment, aux articles 5, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, et 6, alinéa 1^{er}, 1° à 4°.

Article 21

1. L'article 13.27 en projet de la loi du 10 avril 1990 précitée, habilite le Ministre de l'Intérieur à déterminer le type et le modèle de menottes que peuvent utiliser les membres du personnel des entreprises de sécurité maritime.

Il faut observer que, sur le plan normatif, le législateur ne peut en principe pas donner de délégation à un ministre.

En effet, en vertu des principes constitutionnels relatifs à l'exercice des pouvoirs, le pouvoir réglementaire est dévolu au Roi. Certes, il n'est pas incompatible avec ces principes de conférer à un ministre une délégation de pouvoirs d'ordre accessoire ou secondaire, mais il n'en demeure pas moins qu'il appartient alors, en principe, au Roi, et non au législateur, d'octroyer pareille délégation dans les limites de Ses pouvoirs. En effet, l'octroi par le législateur d'une délégation directe de tels pouvoirs à un ministre signifierait que le législateur empiéterait sur une prérogative qui revient au Roi en tant que chef du pouvoir exécutif fédéral (article 37 de la Constitution).

Cette délégation doit par conséquent être accordée au Roi et non pas au ministre.

2. La même observation vaut pour les articles 13.29 et 13.30 en projet de la loi du 10 avril 1990 précitée (articles 23 et 24 de l'avant-projet).

Article 27

1. À l'article 13.33 en projet de la loi du 10 avril 1990 précitée, les mots « sans préjudice de l'application des dispositions pénales » sont ambigus.

La disposition en projet devrait être revue et complétée afin d'organiser la coexistence de deux régimes répressifs, l'un pénal, l'autre administratif, pour éviter le cumul des deux types de sanctions, en vertu du principe général de droit *non bis in idem*, si l'intention du législateur est effectivement de prévoir l'application de deux types de sanctions.

2. Au 1°, il y a lieu de préciser quelle est l'autorité compétente pour adresser un avertissement au contrevenant.

3. L'article 13.33., 2° en projet doit être complété afin d'y définir la procédure d'imposition des amendes administratives. Par souci de cohérence, il est conseillé à l'auteur de l'avant-projet de s'inspirer, sur ce point, des dispositions générales de la loi précitée du 10 avril 1990, et notamment de son article 19¹.

Article 30

À l'article 5/1, 1°, en projet, de la loi du 30 décembre 2009 'relative à la lutte contre la piraterie maritime', le Conseil d'État n'aperçoit pas ce qui justifie que le procès-verbal doive être obligatoirement rédigé en anglais, lorsque le capitaine n'a pas la nationalité belge, sans qu'il ne soit permis d'utiliser l'une des langues nationales dans cette hypothèse.

Article 31

Il convient d'éviter, *in fine*, que l'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres prolongeant la validité de la loi « doit être confirmé par une loi dans les six mois », formule qui prive le pouvoir législatif de toute faculté d'appréciation. Il est préférable de prévoir qu'à défaut pour la loi de confirmer cet arrêté royal dans un délai qui pourrait être fixé à six mois à dater de son entrée en vigueur, cet arrêté et, en conséquence, la loi sont abrogés.

¹ Voir C.C., n° 66/2011 du 5 mai 2011.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	M. PÂQUES,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	Y. DE CORDT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.910/2/V
VAN 28 AUGUSTUS 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 juli 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Noordzee verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “houdende diverse maatregelen voor de bestrijding van maritieme piraterij betreffende aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ volgt dat in principe elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Overeenkomstig artikel 19/3, 1°, van de voornoemde wet van 5 mei 1997, moet er derhalve voor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld is voordat het voorliggende voorontwerp bij de wetgevende kamers wordt ingediend.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Het zou verkieslijk zijn om in artikel 3, 1°, van het voorontwerp de uitdrukking “Minister van de Noordzee” te vervangen door de woorden “minister bevoegd voor het Maritiem vervoer”, daar de tenuitvoerlegging van deze bepaling kan voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden.

2. Artikel 3, 1°, van het voorontwerp bepaalt:

“[...] Indien de overeenkomst de bepalingen van deze wet, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid of het Belgisch recht

niet naleeft, kan de Koning beslissen de vergunning van de maritieme veiligheidsonderneming onverwijld in te trekken”.

In tegenstelling tot artikel 3, 2°, van het voorontwerp, dat de toekenning van de vergunning in kwestie betreft, preciseert het voornoemde artikel 3, 1°, echter niet dat de beslissing tot intrekking moet worden genomen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Artikel 3, 1°, van het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

3. Het woord “onverwijld” in artikel 3, 1°, van het voorontwerp kan aldus worden geïnterpreteerd dat de vergunning kan worden ingetrokken zonder dat de houder ervan vooraf met inachtneming van de rechten van verdediging is gehoord. De zodanige interpretatie zou niet aanvaardbaar zijn.

Artikel 5

De Raad van State stelt vast dat zich een discordantie voordoet tussen de tekst van de onderzochte bepaling en de commentaar die erop wordt gegeven in de memorie van toelichting. De steller van het ontwerp dient die discrepantie weg te werken.

Artikel 10

1. De Nederlandse tekst van artikel 10 van het voorontwerp bepaalt niet, in tegenstelling tot de Franse tekst van deze bepaling, dat de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe gemachtigd zijn slechts na eensluidend advies van de minister van Binnenlandse Zaken afwijkingen kunnen toestaan van het maximumaantal toegelaten personen aan boord van het schip.

Deze discordantie moet worden weggewerkt.

2. In tegenstelling tot wat te lezen staat in de commentaar op de artikelen, bepaalt de ontwerptekst niet dat de afwijkingen tijdelijk zijn.

Deze discordantie moet worden weggewerkt.

Artikel 12

1. De Raad van State stelt vast dat het ontworpen artikel 13.18, eerste lid, van de wet van 10 april 1990 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ een aantal verschillen vertoont met artikel 2, § 1, eerste lid, en met artikel 4, § 1, van dezelfde wet, te weten:

- in de onderzochte tekst komt het woord "desgevallend" voor; de Raad van State vraagt zich af wat daarmee wordt bedoeld;

- in de onderzochte tekst wordt niet gepreciseerd welke de bevoegde procureur des Konings is; wellicht is dat de procureur des Konings van de plaats waar de onderneming gevestigd is, zoals in de voornoemde bepalingen;

- eveneens in tegenstelling tot het bepaalde in de voornoemde artikelen 2 en 4 is in de onderzochte tekst geen sprake van de subsidiaire bevoegdheid van de minister van Justitie; de Raad van State vraagt zich af wat de reden is van deze weglating.

2. Het ontworpen artikel 13.18, tweede lid, lijkt een herhaling te zijn van artikel 3, 2°, van het voorontwerp.

3. Het ontworpen artikel 13.18, derde lid, bepaalt dat de maritieme veiligheidsondernemingen uitsluitend onderworpen zijn aan de bepalingen van hoofdstuk III *ter*, waarvan het onderzochte voorontwerp de invoeging beoogt in de voornoemde wet van 10 april 1990. Overeenkomstig andere ontworpen artikelen zijn sommige bepalingen opgenomen in andere hoofdstukken van de voornoemde wet echter eveneens van toepassing. Sommige van die artikelen geven duidelijk aan welke bepalingen van toepassing zijn op de maritieme veiligheidsondernemingen. Dit is het geval met artikel 13.20, § 1, 6°, en met artikel 13.34, die de bepalingen opsommen welke op die ondernemingen toepasselijk zijn. Andere artikelen daarentegen geven niet duidelijk aan van welke bepalingen de werkingssfeer wordt uitgebreid tot de maritieme veiligheidsondernemingen. Dit is inzonderheid het geval met het ontworpen artikel 13.24, luidende o.m.: “De activiteit van bewaking en bescherming aan boord van schepen om te strijden tegen piraterij wordt uitgevoerd in overeenstemming met de bepalingen van deze wet [...]”. De afdeling Wetgeving plaatst vraagtekens bij de samenhang ervan met het voornoemde ontworpen artikel 13.18, derde lid, en vraagt de steller van het ontwerp de juiste draagwijdte ervan te preciseren.

Artikel 14

1. Naar luid van het ontworpen artikel 13.20 van de voornoemde wet van 10 april 1990 moet een maritieme veiligheidsonderneming, om de taken bedoeld in het ontworpen artikel 13.18 van diezelfde wet te mogen uitvoeren:

- ofwel gedurende ten minste twee jaar, op gewapende wijze, wettig activiteiten hebben uitgeoefend inzake bewaking, bescherming en veiligheid van schepen met het oog op het bestrijden van piraterij (ontworpen artikel 13.20, § 1, 3°, a));

- ofwel, volgens de Nederlandse versie van de tekst, in het bezit zijn van een vergunning om bewakingsactiviteiten uit te oefenen en sedert meer dan drie jaar, op gewapende wijze, deze activiteiten met een vergunning hebben uitgeoefend en een operationeel samenwerkingsprotocol hebben afgesloten met een maritieme veiligheidsonderneming die beantwoordt aan de voorwaarde gesteld in het eerste streepje (ontworpen artikel 13.20, § 1, 3°, b));

- aantonen dat de personeelsleden die in dienst zullen worden genomen voor de uitoefening van deze activiteit gedurende ten minste twee jaar op wettige wijze gewapende activiteiten hebben uitgeoefend inzake bewaking en bescherming aan boord van schepen en nog steeds in het bezit zijn van de vergunning om dat te doen volgens de wetgeving die op hen van toepassing is (ontworpen artikel 13.20, § 1, 5°, a)).

In zoverre het voorliggende voorontwerp ertoe strekt ondernemingen toe te staan op gewapende wijze activiteiten inzake bewaking, bescherming en veiligheid aan boord van schepen uit te oefenen, een taak waarin de voornoemde wet van 10 april 1990 thans niet voorziet, is het vreemd dat nieuw vergunde maritieme veiligheidsondernemingen en hun personeel twee jaar ervaring ter zake moeten hebben.

Wat de personeelsleden betreft, laat het zich bovendien aanzien dat dit vereiste inzake ervaring belet dat nieuwe personeelsleden worden opgeleid.

2. De Nederlandse en de Franse versie van artikel 13.20, § 1, 3°, b), moeten onderling in overeenstemming worden gebracht.

3. In de ontworpen paragraaf 1, 6°, moet preciezer worden verwezen naar inzonderheid de artikelen 5, eerste lid, 1° tot 4°, en 6, eerste lid, 1° tot 4°.

Artikel 21

1. Het ontworpen artikel 13.27 van de voornoemde wet van 10 april 1990 machtigt de minister van Binnenlandse Zaken om het type en het model van de handboeien te bepalen die de personeelsleden van de maritieme veiligheidsondernemingen mogen gebruiken.

Op te merken valt dat op het gebied van de regulering de wetgever in beginsel geen delegatie kan verlenen aan een minister.

Krachtens de grondwettelijke beginselen inzake de uitoefening der machten komt de verordeningbevoegdheid immers toe aan de Koning. Het is weliswaar niet onverenigbaar met die beginselen om aan een minister bevoegdheden inzake bijkomstige of detailkwesties te delegeren maar in dat geval staat het niettemin in beginsel aan de Koning, en

niet aan de wetgever, om een zodanige delegatie te verlenen binnen de perken van Zijn bevoegdheid. Het verlenen, door de wetgever, van een rechtstreekse delegatie van zulke bevoegdheden aan een minister zou namelijk meebrengen dat de wetgever zich een prerogatief toeëigent dat toekomt aan de Koning, als hoofd van de federale uitvoerende macht (artikel 37 van de Grondwet).

Deze delegatie moet bijgevolg worden verleend aan de Koning, en niet aan de minister.

2. Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 13.29 en 13.30 van de voornoemde wet van 10 april 1990 (artikelen 23 en 24 van het voorontwerp).

Artikel 27

1. De woorden “Onverminderd de toepassing van de strafbepalingen” in het ontworpen artikel 13.33 van de voornoemde wet van 10 april 1990 zijn dubbelzinnig.

De ontworpen bepaling moet worden herzien en aangevuld, waarbij ervoor gezorgd wordt dat twee bestraffende regelingen, de ene van strafrechtelijke aard en de andere van bestuursrechtelijke aard, naast elkaar kunnen bestaan en waarbij aldus de samenloop van twee soorten van sancties wordt voorkomen, zulks op basis van het algemene rechtsbeginsel *non bis in idem*, indien het inderdaad de bedoeling van de wetgever is om te voorzien in de toepassing van twee soorten sancties.

2. In de bepaling onder 1° moet worden gepreciseerd welke instantie bevoegd is om een verwittiging te richten tot de overtreder.

3. Het ontworpen artikel 13.33, 2°, moet worden aangevuld, waarbij de procedure voor het opleggen van administratieve geldboetes wordt bepaald. Ter wille van de samenhang wordt de steller van het voorontwerp aangeraden zich in dat opzicht te laten inspireren door de algemene bepalingen van de voornoemde wet van 10 april 1990, inzonderheid door artikel 19 ervan¹.

Artikel 30

Het is de Raad van State niet duidelijk op grond waarvan in het ontworpen artikel 5/1, 1°, van de wet van 30 december 2009 ‘betreffende de strijd tegen piraterij op zee’ bepaald wordt dat het proces-verbaal verplicht in het Engels moet worden gesteld wanneer de

¹ Zie GwH, 5 mei 2011, nr. 66/2011.

kapitein niet de Belgische nationaliteit heeft, zonder dat in dat geval een van de landstalen mag worden gebruikt.

Artikel 31

Aan het eind van dit artikel wordt beter niet geschreven dat het koninklijk besluit houdende verlenging van de geldigheidsduur van de wet, dat wordt vastgesteld na overleg in de Ministerraad, “binnen de zes maanden bij wet moet worden bekrachtigd”; deze formule ontzegt de wetgevende macht iedere beoordelingsmacht. Het is verkieslijk voor te schrijven dat indien de wet het koninklijk besluit niet bekrachtigd heeft binnen een termijn die kan worden bepaald op zes maanden te rekenen van de datum van inwerkingtreding ervan, dit besluit en bijgevolg ook de wet zijn opgeheven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	M. PÂQUES,	
Mevrouw	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Heer	Y. DE CORDT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE EERSTE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN